

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME**ABONNEMENTS**

Togo, France & Union Fée . . .	1 an	6 mois
Ordinaire : . . .	1.100 fr.	650 fr.
Avion : . . .	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger . . .	1 an	6 mois
Ordinaire : . . .	1.400 fr.	800 fr.
Avion : . . .	3.500 fr.	2.100 fr.
(Au comptant à l'imprimerie : 60 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Union Fée : 75 fr. Etranger : Port en sus.		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO****LOIS**

- 57**
février — Loi n° 57-1 autorisant le Premier Ministre à conclure avec la Caisse Centrale, gérante du Fonds National de Régularisation des cours des Produits d'outre-mer, une convention consentant à la République du Togo une avance remboursable d'un montant de soixante dix sept millions de francs CFA, destinée au soutien des cours du Coton. 200
- février — Loi n° 57-2 portant ouverture d'un crédit provisoire destiné à supporter les charges de l'institution d'une garde Togolaise. 201

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES**PREMIER MINISTÈRE**

- 57**
février — Décret n° 57-30 portant approbation du budget primitif de la commune de Tsévié pour l'Exercice 1957. 201
- février — Décret n° 57-31 portant approbation du budget primitif de la commune d'Atakpamé pour l'Exercice 1957. 201
- février — Décret n° 57-32 portant approbation du budget primitif de la commune de Lomé pour l'Exercice 1957. 202

- 22 février — Décret n° 57-33 portant approbation du budget primitif de la commune de Palimé pour l'Exercice 1957. 202
- 22 février — Décret n° 57-34 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Lomé, Exercice 1957. 202
- 22 février — Décret n° 57-35 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 45/ATT. du 21 août 1956 fixant les catégories d'entreprises de production agréées susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée. 203
- Arrêté nommant la commission de correction des épreuves du concours professionnel pour l'accès à l'emploi de dessinateur des Travaux Publics. 204
- Décision nommant la commission de correction des épreuves du concours direct d'accès à l'emploi de surveillant des Travaux Publics. 204
- Arrêté nommant le conseiller juridique du Gouvernement de la République Autonome du Togo. 204
- Arrêtés et décisions chargeant des affaires courantes, portant nomination, engagement, affectations, passage à l'échelon supérieur, franchissements d'échelon, détachements, disponibilité, désignation d'un moniteur d'agriculture pour suivre un stage en France, admission à la retraite, révocation et licenciement. 204

MINISTÈRE DES FINANCES**1957**

- 27 février — Arrêté n° 16/MF. créant une caisse d'avance à l'Assemblée Législative du Togo. 208

Arrêtés et décision portant nomination, concession de pensions d'ancienneté et approbation de rôles. 208

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS, DES MINES, DES DOMAINES
ET DES TRANSMISSIONS**

1957

- 24 janvier — Arrêté n° 26/MTP/PTT. fixant les mesures de détail relatives à l'application dans la République Autonome du Togo des dispositions du décret n° 52-927 du 28 juillet 1952 portant réglementation du Service des Comptes courants et chèques postaux dans les Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer 212
- 26 janvier — Arrêté n° 28/A/MTP/TP. portant autorisation d'installer à Sokodé par la S.G.G.G. une cuve à essence. 213
- 26 janvier — Arrêté n° 29/A/MPT/TP. portant autorisation d'installer à Atakpamé par la C.F.D.P.A. une station d'hydrocarbures. 213
- 26 janvier — Arrêté n° 30/A/MTP/TP. portant autorisation d'installer à Lomé par la Cie. Gastonègre une station d'hydrocarbures. 213
- 26 janvier — Arrêté n° 31/A/MTP/TP. portant autorisation d'installer à Lomé par la B.P. (West Africa) une station d'hydrocarbures. 213
- 31 janvier — Arrêté n° 33/A/MTP/TP. ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation d'un abattoir à Atakpamé. 213
- 31 janvier — Arrêté n° 34-A/MPT/TP. ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation à Lomé d'un dépôt d'hydrocarbures. 214
- Arrêtés et décisions portant affectations, licenciement, acceptation de démission et attribution définitive de titres fonciers du Territoire du Togo. 214

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**

Arrêtés et décision portant nomination, mutations et modification d'un précédent arrêté accordant aide-scolaire 215

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1957

- 27 février — Arrêté n° 7-57/MIC. fixant pour le kapok, la date de fermeture de la campagne d'achat de la récolte 1956 et la date d'ouverture de la campagne d'achat de la récolte 1957 215

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Arrêté portant nomination (Directeur de Cabinet) 215

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1956

- 19 décembre — Arrêté fixant les dates des concours « B » et « C » d'admission à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. 216

1957

- 5 février — Décret n° 57-140 modifiant les taux de l'indemnité forfaitaire de transformation d'uniforme allouée aux administrateurs de la France d'outre-mer (Arrêté de promulgation n° 14-57/C) du 20 février 1957). 216
- Tableau et liste d'aptitude — Année 1957 (Personnel des lignes ferroviaires de la France d'outre-mer) 217
- Arrêté plaçant en disponibilité 217

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO**

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

1957

- 28 février — Arrêté n° 16/F. portant annulation des crédits provisoires pour le compte du budget Etat — Exercice 1957. 217
- 28 février — Arrêté n° 17/F. portant annulation des crédits provisoires pour le compte du budget Etat — Exercice 1957 218
- 2 mars — Arrêté n° 18/AC/CL. acceptant une subvention et rendant provisoirement exécutoire le budget du Comité local des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre du Togo 218
- Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, engagement et chargeant un Statisticien de l'enquête socio-économique en pays cabrais 219

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

- Domaine minier. 223
- Domaine. 223
- Tribunal de Première Instance de Lomé (Togo). 224
- Avis de perte. 225

**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME
DU TOGO**

LOIS

LOI N° 57-1 du 19 février 1957 autorisant le Premier Ministre à conclure avec la Caisse Centrale, gérante du Fonds National de Régularisation des cours des Produits d'Outre-Mer, une Convention consentant à la République du Togo une avance remboursable d'un montant de Soixante dix sept millions de francs CFA, destinée au soutien des cours du Coton.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

« ARTICLE PREMIER. — Le Premier Ministre est autorisé à conclure avec la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, gérante du Fonds National de Régularisation des cours des Produits d'Outre-Mer, une convention consentant à la République Autonome du Togo une avance remboursable d'un montant maximum de Soixante dix sept millions de francs en monnaie locale.

« ART. 2. — Les Fonds provenant de cette avance seront mis exclusivement à la disposition de la Caisse de Stabilisation des prix du Coton au Togo qui les utilisera, conformément aux dispositions des textes visés à la présente loi, et notamment à la consolidation de l'avance qui lui a été consentie par le Trésor.

« ART. 3. — Les sommes nécessaires à l'amortissement de l'avance, au paiement des intérêts, au remboursement des frais et charges nécessaires seront inscrites au Budget de la République.

Une Convention à passer entre la Caisse et le Ministre des Finances déterminera les conditions dans lesquelles le Budget sera remboursé de ces sommes. »

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 19 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

P. SCHNEIDER

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

-LOI N° 57-2 du 19 février 1957 portant ouverture d'un crédit provisoire destiné à supporter les charges de l'institution d'une garde Togolaise.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les crédits provisoires supplémentaires ouverts par la présente loi s'ajoutent à ceux ouverts par la loi de Finances 1957 n° 56-7 du 28 décembre 1956.

ART. 2. — Ces crédits provisoires supplémentaires s'élèvent à 18,3 millions de francs C.F.A. au titre des Chapitres suivants, des Budgets de fonctionnement et d'Équipement (Nomenclature 1956) :

A — Budget de fonctionnement

- Chapitre 9, Article 4 — 1,5 millions
- Chapitre 10, Article 4 — 4,4 millions
- Chapitre 26, Article 8 — 1,2 millions
- Chapitre 27, Article 8 — 1,1 millions

B — Budget d'équipement

- Titre 2 — Section 2 — 10,1 millions

Total 18,3 millions

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 19 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

DECRET N° 57-30 du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de la Commune de Tsévié, pour l'exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo et tous textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 136-52/AP. du 13 février 1952 portant création de la commune-mixte de Tsévié;

Vu le procès-verbal de la délibération en date du 29 janvier 1957 de la commission municipale de Tsévié;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget primitif de la Commune de Tsévié pour l'exercice 1957 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Quatre millions deux cent soixante huit mille trois cent vingt (4.268.320) francs.

ART. 2. — Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 22 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-31 du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de la Commune d'Atakpamé, pour l'exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo et tous textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu la loi du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale en A.O.F., en A.E.F., au Togo, au Cameroun et à Madagascar;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP. du 30 juillet 1951 portant création des communes-mixtes de Palimé, Atakpamé et Sokodé;

Vu le procès-verbal des délibérations de la Commission Municipale d'Atakpamé en date du 5 janvier;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget primitif de la Commune d'Atakpamé, pour l'exercice 1957 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Six millions trois cent quarante neuf mille (6.349.000) francs.

ART. 2. — Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 22 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-32 du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de la Commune de Lomé, pour l'exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;
Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo, ensemble tous les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu la loi du 18 novembre 1955 portant création des communes de plein exercice;

Vu le procès-verbal des délibérations de la Commission Municipale de Lomé, en date du 18 décembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget primitif de la Commune de Lomé, pour l'exercice 1957 en recettes et en dépenses à la somme de Soixante et onze millions vingt trois mille six cent quarante trois (71.023.643) francs.

ART. 2. — Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 22 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-33 du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte de Palimé, pour l'exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo et tous les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP. du 30 juillet 1951 portant création des communes-mixtes de Palimé, Atakpamé et Sokodé;

Vu le procès-verbal de délibération de la Commission Municipale de Palimé en date du 18 janvier 1957,

Vu le rapport du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget primitif de la Commune-Mixte de Palimé, pour l'exercice 1957 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Six millions cinq cent soixante et onze mille quatre cents (6.571.400) francs.

ART. 2. — Le Premier Ministre, le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 22 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

G. APÉDO-AMAH.

DECRET N° 57-34 du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de la Circonscription de Lomé, Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059/P. du 29 décembre 1955 portant création des Budgets de circonscription;

Vu la loi de Finances pour l'exercice 1957 n° 56-7 du 28 décembre 1956;

Vu les procès-verbaux des réunions du conseil de Circonscription de Lomé en date du 19 décembre 1956 et 1^{er} février 1957;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget primitif de la Circonscription Administrative de Lomé, pour l'exercice 1957, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Neuf millions deux cent mille francs (9.200.000).

ART. 2. — Le Ministre des Finances, l'Ordonnateur et le Receveur de la Circonscription de Lomé, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 22 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

G. APEDO-AMAH.

Le Ministre d'Etat;

F. MAMA.

DECRET N° 57-35 du 22 février 1957 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 45/ATT. du 21 août 1956 fixant les catégories d'entreprises de production agréées susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée.

Le Premier Ministre,

Vu la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953, relative à l'institution des régimes fiscaux de longue durée dans les territoires d'outre-mer, notamment son article 32;

Vu le décret n° 54-573 du 4 juin 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 32 de la loi susvisée;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Vu la délibération n° 45/ATT. du 24 août 1956, fixant les catégories d'entreprises de production agréées susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée;

Vu la lettre n° 379/ATT. du 22 août 1956 du Président de l'Assemblée Territoriale du Togo, adoptant ladite délibération;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée et rendue exécutoire dans la République Autonome du Togo, la délibération n° 45/ATT. du 21 août 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo fixant les catégories d'entreprises de production susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée.

ART. 2. — Les Ministres des Finances, du Commerce et de l'Industrie, de l'Economie et du Plan, des Mines, des Travaux Publics et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 22 février 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

P. SCHNEIDER.

Le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan,

L. CHRISTOPHE.

Le Ministre des Finances;

G. APEDO-AMAH.

DELIBERATION N° 45/ATT du 21 août 1956 fixant les catégories d'entreprises de production agréées susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée.

L'Assemblée territoriale du Togo,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955;

Vu l'article 32 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 relative à l'institution des régimes fiscaux de longue durée dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 54-573 du 4 juin 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 32 de la loi susvisée;

Vu le rapport n° 92 du 13 août 1956 du Commissaire de la République au Conseil de Gouvernement du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu, l'Assemblée a adopté dans sa séance du 9 août 1956 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les entreprises de production appartenant aux catégories ci-après :

- Industries minières
- Industries de préparation mécanique des minerais
- Industries de production d'énergie électrique
- Industries de fabrication d'engrais
- Industries d'exploitation, d'installation portuaires et dont la création, l'équipement et l'extension revêtiront une importance particulière pour le développement et la modernisation du Territoire du Togo pourront, après avoir été agréées par arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre de la France d'outre-Mer, bénéficier du régime fiscal de longue durée défini par la présente délibération.

ART. 2. — Resteront applicables aux entreprises visées à l'article 1^{er} ci-dessus, pendant la période d'application du régime fiscal de longue durée tels qu'ils sont définis à la date de départ tant en ce qui concerne les taux que les modalités d'application de ce régime, les impôts, contributions, taxes et redevances énumérés ci-dessous :

- impôts et taxes prévus au Code Général des impôts directs et taxes assimilées
- droits, impôts et taxes indirectes prévus au Code Général des impôts indirects
- droits, impôts et taxes prévus au Code de l'Enregistrement et des domaines
- droits fiscaux et taxes douanières d'entrée sur le matériel et les fournitures nécessaires aux investissements
- taxe « ad valorem » sur les produits extraits
- redevances superficielles

ART. 3. — La durée du régime fiscal défini par la présente délibération est fixée à quinze ans au maximum y compris les délais d'installations.

ART. 4. — Le point de départ du régime fiscal de longue durée défini par la présente délibération sera fixé pour chaque entreprise bénéficiaire par une délibération spéciale. Cette délibération pourra fixer, en outre, la liste des matériels et des matières consommables indispensables à l'exploitation pour lesquels les droits l'entrée seront stabilisés.

ART. 5. — Toutes les opérations réalisées par les entreprises bénéficiaires du régime fiscal de longue durée défini par la présente délibération et qui ne seront pas expressément visées dans l'arrêté interministériel d'agrément cité à l'article 1^{er} ci-dessus resteront soumises à la fiscalité de droit commun.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 21 août 1956.

Pour le Président de l'A.T.T.,
en Mission
Le Vice-Président :
B. PALANGA.

Le Secrétaire,
NAMBIEMA.

Commission

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 99/D/PM-FP, du :

29 janvier 1957. — Une commission composée comme suit, se réunira sur la convocation de son Président, en vue de corriger les épreuves du concours professionnel qui a eu lieu à Lomé, les 4 et 5 janvier 1957 pour le recrutement de Dessinateurs du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo :

Président.

Le Directeur des Travaux Publics ou son Délégué.

Membres :

Le Directeur du Personnel

Le Directeur de l'Enseignement ou son Délégué

Un Adjoint Technique du cadre supérieur des Travaux Publics ou Ingénieur-Adjoint des Travaux

Publics (à désigner par le Chef du Service des Travaux Publics).

N° 145/D/PM-FP du :

18 février 1957. — Une commission composée comme suit, se réunira sur la convocation de son Président, en vue de corriger les épreuves du concours direct qui a eu lieu à Bamako, le 14 janvier 1957 pour le recrutement de surveillants du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo :

Président :

Le Directeur des Travaux Publics ou son Délégué.

Membres :

Le Directeur du Personnel

Le Directeur de l'Enseignement ou son Délégué .

Un Conducteur des Travaux ou un Adjoint Technique des Travaux Publics (à désigner par le Directeur des Travaux Publics).

Conseiller juridique

N° 43/PM du :

25 février 1957. — M. Daniel Pépy, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, est nommé à compter du 14 février 1957 Conseiller Juridique du Gouvernement de la République Autonome du Togo.

La rémunération principale et les accessoires de traitement dus à M. Pépy continuent à être supportés par son corps d'origine.

M. Pépy bénéficie pendant son séjour au Togo des indemnités de mission prévues par la réglementation en vigueur pour les fonctionnaires métropolitains et supportées par le Budget Général du Togo.

Le Budget Général du Togo supporte également les frais de voyage de M. Pépy.

M. Pépy pourra prétendre à la gratuité du voyage de sa famille à raison d'un voyage aller et retour par an et des avantages attachés à la fonction de Secrétaire Général de Gouvernement (Les prestations en nature, indemnités de fonction, classement, congé annuel).

Affaires courantes

N° 44/PM du :

25 février 1957. — Pendant l'absence du Premier Ministre se rendant en tournée, M. Georges Apédo-Amah est chargé de l'expédition des affaires courantes. Sa signature sera précédée de la mention :

Pour le Premier Ministre absent :

« Le Ministre de Finances chargé de l'expédition des affaires courantes ».

N° 48/PM du :

4 mars 1957. — Pendant l'absence du Premier Ministre se rendant à Gold-Coast, M. Fousseni Mama

est chargé de l'expédition des affaires courantes. Sa signature sera précédée de la mention :

Pour le Premier Ministre absent :

« Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications chargé de l'expédition des affaires courantes ».

Nomination

N° 168/D/PM-FR du :

21 février 1957. — M. Tichit, Ingénieur en chef d'Agriculture de la France d'outre-mer, en service à Lomé, est nommé chef du Service de l'Agriculture du Togo, pour compter du 1^{er} mars 1957, en remplacement de M. Blanc Lucien, Ingénieur en chef de classe exceptionnelle d'Agriculture de la France d'outre-mer en congé.

Engagement

N° 30/D/PM du :

22 février 1957. — Sont engagés pour compter du 1^{er} janvier 1957, pour le service de l'hôtel du Premier Ministre, les gens de maison dont les noms suivent :

M.M. Adabiakou Alphonse, 1^{er} maître d'hôtel à 9.000 Frs. par mois (Neuf Mille)
Seydou Barka, cuisinier 2^e maître d'hôtel à 7.500 Frs. par mois (Sept Mille Cinq Cents)
Amessi Michel, cuisinier marmite à 5.600 Frs. par mois (Cinq Mille Six Cents)
Nyakpor Augustin, domestique 1^{re} catégorie à 4.500 Frs. par mois (Quatre Mille Cinq Cents)
Condor Dieudonné, domestique 1^{re} catégorie à 4.500 Frs. par mois (Quatre Mille Cinq Cents)
Akakpovi Joseph, domestique 2^e catégorie à 4.000 Frs. par mois (Quatre Mille)
Sedannou Christophe, blanchisseur à 4.000 Frs. par mois (Quatre Mille)
Kouévi Bamezon, manœuvre à 147 Frs. par jour (Cent Quarante Sept)
Mlle. Clady Dogbo, lingère à 4.500 Frs. par mois (Quatre Mille Cinq Cents)

La dépense sera imputée au Budget du Togo Chapitre 5 Article 1

Affectations

N° 148/D/PM-FR du :

18 février 1957. — La décision n° 847/CP du 9 mai 1956, mettant M. Dubois Louis, Chef de Bureau 1^{re} classe d'Administration Générale d'Outre-Mer, à la disposition de l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales est annulée, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Pour compter de la même date, M. Dubois Louis est mis à la disposition du Ministre du Travail et des Affaires Sociales, pour remplir les fonctions de Directeur de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales.

N° 151/D/PM-FR du :

19 février 1957. — M. Marie Max, Ingénieur en Chef des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, Chef du Service des Travaux Publics, cesse ses fonctions et reste à la disposition du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan.

M. Reinette Robert, Ingénieur de 1^{re} classe des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, Directeur Adjoint du Cabinet du Ministre des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan, est nommé Chef du Service des Travaux Publics du Togo par intérim, en remplacement de M. Marie.

N° 153/D/PM-FR du :

19 février 1957. — Sont mis à la disposition du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications :

M. Couassi Joseph, Commis d'Administration principal de 1^{re} classe.

Mlle. Mugnier Colette, Secrétaire-Sténo-Dactylographe auxiliaire.

N° 158/D/PM-FR du :

20 février 1957. — M. Gillot Pierre, Chef du Service de la Statistique Générale du Togo, est mis, pour une durée de trois mois, à la disposition du Haut-Commissaire de la République Française au Togo.

La solde de l'intéressé reste à la charge du budget général du Togo, chapitre 15, article 2.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 159/D/PM-FR du :

20 février 1957. — M. Amouzou John, Commis de 2^e classe, 4^e échelon, des Services administratifs, financiers et comptables, agent spécial à Tabligbo (Cercle d'Anécho), est mis à la disposition du Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

N° 160/D/PM-FR du :

20 février 1957. — M. Brulé Georges, Emile, Marie, Chef de Bureau de 1^{re} classe d'Administration Générale d'Outre-Mer, est mis à la disposition du Ministre de l'Economie et du Plan, pour compter du jour de son arrivée au Territoire.

N° 165/D/PM-FR du :

21 février 1957. — M. Alandou Dovi Schoach, Commis d'Administration Adjoint de 2^e classe, en service au Réseau des Chemins de Fer du Togo, est mis à la disposition du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

N° 167/D/PM-FR du :

21 février 1957. — M. Tichit, Ingénieur en chef d'Agriculture de la France d'outre-mer, nouvellement affecté au Togo et arrivé à Lomé par le paquebot

« Foch » le 13 janvier 1957, est mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

N° 169/D/PM-FP, du :

21 février 1957. — Mlle. Vlassenko Elisabeth, statisticienne de l'I.N.S.E.E., en mission au Togo, est mise à la disposition du Ministre de l'Economie et du Plan.

N° 180/D/PM-FP, du :

23 février 1957. — M. Ajavon Sébastien, Instituteur adjoint de 5^e classe, en service au Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique, est affecté au Cabinet du Premier Ministre.

N° 189/D/PM-FP, du :

26 février 1957. — M. Hervé Marcel, Administrateur, 3^e échelon, de la France d'Outre-Mer, mis à la disposition du Premier Ministre de la République Autonome du Togo par décision n° 46-D/CP du 22 février 1957 du Haut-Commissaire de la République Française, est mis à la disposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

N° 193/D/PM-FP, du :

27 février 1957. — M. Yébovi Elias, Médecin Africain de 1^{re} classe, de retour de congé et arrivé à Lomé, le 6 février 1957, est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

Passages à l'échelon supérieur

N° 150/D/PM-FP, du :

18 février 1957. — Est constaté parmi le personnel du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Géraldo Moutaïrou, Aide-Conducteur de 2^e classe, 1^{er} échelon, qui passe Aide-Conducteur de 2^e classe, 2^e échelon pour compter du 1^{er} février 1957.

N° 200/D/PM-FP, du :

28 février 1957. — Est constaté parmi le personnel du cadre local des moniteurs et monitrices de l'Enseignement primaire du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

Mmes. Paas-Berthe, née Hundt, monitrice principale, 2^e échelon, qui passe monitrice principale, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.

Hundt Josephine, née de Medeiros, monitrice principale, 2^e échelon, qui passe monitrice principale, 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

M.M. Sitti Ayih Cyprien, moniteur ordinaire, 1^{er} échelon, qui passe moniteur ordinaire, 2^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Magnibo Natou Michel, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} novembre 1956.

Téhédre Bidènèwè, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Yempapou Yacouba, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

de Souza Charles, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957 (conserve 8 mois R.S.M.)

Akué K. Joseph, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Kémey Koffi Thomas, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Laelé Marcus, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Mme. Adaho, née Pofagi Thérèse, monitrice adjointe, 3^e échelon, qui passe monitrice adjointe, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

M.M. Ayéva Amidou, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Diabo Thobias, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Logovi Jean, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Typam Paul, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Lawson Léopold, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Badohoun André, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Kangai Ebenezer, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Samari Adam, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

Mme. Tsogbé Christine, née Tèvi, monitrice adjointe 3^e échelon, qui passe monitrice adjointe, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} février 1957.

M. Afantsawo Vignon Simon, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1957.

Mme. Johnson Céline, monitrice adjointe, 3^e échelon, qui passe monitrice adjointe, 4^e échelon pour compter du 1^{er} mai.

M.M. Lawson Têvi Jules, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

Aféli Pierre, moniteur adjoint, 3^e échelon, qui passe moniteur adjoint, 4^e échelon, pour compter du 1^{er} mai 1957.

La présente décision aura effet pour compter des dates ci-dessus indiquées tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

N° 201/D/PM-FR du :

28 février 1957. — Est constaté, pour compter du 1^{er} mai 1957, parmi le personnel du cadre supérieur des Agents Techniques de la Santé Publique du Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M.M. Mensah Godohoun Louis, Agent Technique de 1^{re} classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 1^{re} classe, 3^e échelon.

Zougbedé Gérard, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Nyavor Paul, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Kuévidjin Pierre, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Ohin Richard, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Nyavor Pius, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Kpodar Godfried, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Kangui Bernard, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Edjossan Pascal, Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 3^e échelon.

Adjangba Marc, Agent Technique de 2^e classe, 1^{er} échelon, qui passe Agent Technique de 2^e classe, 2^e échelon.

Franchissement d'échelon

N° 32/PM-CFT du :

28 février 1957. — Est constaté, pour compter des dates ci-après, le franchissement automatique d'échelon des agents du Cadre Supérieur — Maîtrise des Chemins de Fer du Togo dont les noms suivent :

	Echelle	ANCIENNETE Echelon
<i>Pour compter du 1^{er} avril 1957</i>		
Casanova Serge, Contremaître de 2 ^e classe, Echelle 6 échelon 4	14 mois	24 mois échelon 3 échelon 4 Néant
<i>Pour compter du 1^{er} mai 1957</i>		
Girault Maurice, Chef de Gare de 1 ^{re} classe, Echelle 8 échelon 4	28 mois	24 mois échelon 3 échelon 4 Néant

Détachements

N° 18/PM-FR du :

21 février 1957. — L'arrêté n° 6/PM-FR du 17 janvier 1957 portant détachement est et demeure rapporté.

Les conducteurs du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo ci-après désignés, sont détachés, sur leur demande, dans le corps supérieur des Conducteurs de l'Agriculture et du Conditionnement de l'Afrique Occidentale Française :

Pour compter du 30 décembre 1953

M.M. Gaillaguet Louis, Conducteur Ppal de classe Exceptionnelle

Knill Marcel, Conducteur Ppal de classe Exceptionnelle

Oberhansli Georges, Conducteur de 2^e classe, 2^e échelon.

Pour compter du 15 avril 1954
(date de sa titularisation)

Chilloh Eusèbe, Conducteur de 2^e classe, 1^{er} échelon.

Pour compter du 19 mars 1955
(date de sa titularisation)

Atsu Kodjo François, Conducteur de 2^e classe, 1^{er} échelon.

N° 20/PM-FR du :

25 février 1957. — L'arrêté n° 7/PM-FR du 18 janvier 1957 est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Brenner Frédéric, Chef de gare principal, Echelle 9, Chevron 2 des Chemins de Fer et du Wharf du Togo.

M. Brenner Frédéric, Chef de gare principal, Echelle 9, Chevron 2 des Chemins de Fer et du Wharf du Togo, élu Député à l'Assemblée Législative du Togo,

est placé dans la position de détachement, pour compter du 2 février 1957.

Les versements des retenues ainsi que la contribution supplémentaire pour pension, seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Disponibilité

N° 177/D/PM-FR du :

23 février 1957. — Madame Ywassa Philomène, Institutrice Adjointe de 6^e classe du cadre supérieur de l'Enseignement Primaire du Togo, en service à Lomé, est, sur sa demande, placée dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an renouvelable, à compter du 1^{er} mars 1957.

Stage

N° 47/PM/MA du :

2 mars 1957. — M. Manfah Wallace, moniteur d'Agriculture adjoint, 2^e échelon (indice local 255) est désigné pour suivre le stage de perfectionnement technique organisé en France par la Chambre Syndicale de la Margarinerie.

La durée de son séjour dans la Métropole est fixée à sept mois maximum, délais de route non compris.

Une réquisition de passage par la voie aérienne, en classe touriste, aller de Lomé à Marseille et retour de Paris à Lomé lui sera délivrée. L'intéressé quittera Lomé par l'avion d'Air France le mercredi 13 mars 1957. Ses frais de transport en France sont à la charge de la Chambre Syndicale de la Margarinerie.

L'intéressé percevra avant son départ une avance de solde égale à trois mois de son traitement complet (solde et accessoires).

L'intéressé percevra en outre avant son départ du Togo une indemnité exceptionnelle de vingt mille (20.000) francs C.F.A. destinée à lui permettre de se munir de vêtements chauds pour son séjour en France.

Les dépenses afférentes à ce stage sont imputables au budget général de la République Autonome du Togo, chapitre 38, article 2 à l'exclusion de celles se rapportant à la solde de l'intéressé qui sont imputables au chapitre 15 du budget général de la République Autonome du Togo.

Retraite

N° 21/PM-FR du :

28 février 1957. — M. Agboblé François, Ouvrier de 2^e classe du cadre local des Travaux Publics du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service, à compter du 21 avril 1957.

Révocation

N° 22/PM-FR du :

28 février 1957. — M. Anidji Mathias, Moniteur-Adjoint, 3^e échelon, de l'Enseignement, est révoqué de ses fonctions, pour compter du 14 août 1956, pour faute grave en service.

Licenciement

N° 42/PM/CGC du :

20 février 1957. — Le garde 1^{er} Echelon Adam Alam, n° Mle 1935, du Centre d'Instruction de Lomé, est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs du Corps des gardes cercles du Territoire, pour compter du 10 mars 1957.

MINISTÈRE DES FINANCES

ARRETE N° 16/MF du 27 février 1957 créant une Caisse d'Avance à l'Assemblée Législative du Togo.

Le Ministre des Finances,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès de l'Assemblée Législative du Togo, une Caisse d'Avance en vue du règlement des menues dépenses de représentation du Président.

ART. 2. — Le montant maximum d'avance pouvant être consentie au régisseur est fixé à Cent mille francs (100.000) renouvelable dans la limite des crédits ouverts.

ART. 3. — Dans le délai maximum de trois mois, il sera justifié, selon les formes réglementaires, de l'emploi des avances.

ART. 4. — Le régisseur de la Caisse d'Avance sera désigné par décision du Ministre des Finances, sur proposition du Président de l'Assemblée Législative.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 février 1957.

G. APÉDO-AMAH.

Nomination

Par arrêtés et décisions du Ministre des Finances :

N° 13/MF du :

27 février 1957. — M. Maudry, Directeur de Cabinet du Président de l'Assemblée Législative, est nommé régisseur de la Caisse d'Avance créée par arrêté n° 16/MF du 27 février 1957.

Pensions

N° 17/MF du :

27 février 1957. — Une pension pour ancienneté de service au taux annuel de Cent vingt deux mille cent soixante huit (122.168) francs C.F.A. pour compter du 1^{er} janvier 1957 est attribuée sur les fonds de la Caisse locale de retraites du Togo à l'ex-Maitre Ouvrier Principal de 1^{re} classe des Chemins de Fer du Togo Aziadapou Jacob (indice 530, pourcentage 53 %).

N° 18/MF du :

27 février 1957. — Une pension pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre vingt seize mille

deux cents (96.200) francs C.F.A. pour compter du 1^{er} janvier 1957 est attribuée sur les fonds de la Caisse locale de retraites du Togo à l'ex-Maitre Ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T. Amenouvekou Martin (indice 435/436, pourcentage 52 %).

Rôles

N° 19/MF/CD du :

27 février 1957. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget de Circonscription</i>				
588	Subd. Lomé	Taxe de circonscription	107.900,—	107.900,—
589	C.M. Tsévié	Taxe de circonscription	23.000,—	23.000,—
590	Cerc. Tsévié	Taxe de circonscription	95.680,—	95.680,—
591	C. M. Anécho	Taxe de circonscription	33.750,—	33.750,—
592	Cerc. Anécho	Taxe de circonscription	9.750,—	9.750,—
593	Subd. Tabigbo	Taxe de circonscription	68.000,—	68.000,—
594	C.M. Palimé	Taxe de circonscription	6.000,—	6.000,—
595	Cerc. Klouto	Taxe de circonscription	30.000,—	
596	—	Taxe de circonscription	5.000,—	35.000,—
597	Subd. Nuatja	Taxe de circonscription	103.600,—	
598	—	Taxe de circonscription	21.000,—	124.600,—
599	C.M. Atakpamé	Taxe de circonscription	7.700,—	
600	—	Taxe de circonscription	44.100,—	51.800,—
601	Subd. Atakpamé	Taxe de circonscription	98.700,—	
602	—	Taxe de circonscription	14.000,—	112.700,—
603	Sub. Akposso-Plateau	Taxe de circonscription	7.700,—	
604	—	Taxe de circonscription	155.400,—	163.100,—
605	C.M. Sokodé	Taxe de circonscription	16.000,—	16.000,—
606	Cerc. Sokodé	Taxe de circonscription	3.500,—	3.500,—
607	Sub. Niamtougou	Taxe de circonscription	3.325,—	3.325,—
608	Cer. Dapango	Taxe de circonscription	166.750,—	166.750,—
<i>Budget Communal</i>				
589	C.M. Tsévié	Centimes additionnels	2.300,—	2.300,—
594	C.M. Palimé	Centimes additionnels	1.200,—	1.200,—
599	C.M. Atakpamé	Centimes additionnels	1.540,—	
600	—	Centimes additionnels	8.820,—	10.360,—
605	C.M. Sokodé	Centimes additionnels	1.600,—	1.600,—
				1.036.315,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Un million trente six mille trois cent quinze francs est fixée au 28 février 1957.

N° 20/MF/CD du :

28 février 1957. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget Local</i>				
505	Lomé-Trésor	Impôt cédulaire B.I.C.	680.000	
		Impôt général	382.750	1.062.750,—
506	—	Impôt cédulaire B.I.C.	6.641.240	
		Impôt cédulaire B.N.C.	32.000	
		Impôt général	303.375	6.796.615,—
507	—	Impôt cédulaire B.I.C.	3.464.160	
		Impôt général	54.400	3.518.560,—
508	—	Impôt cédulaire B.I.C.	926.700	
		Impôt général	61.353	978.053,—
509	C.M. Lomé	Impôt général	285.725,—	12.535.978,—
510	—	Impôt général	6.000,—	
511	—	Impôt général	2.000,—	293.725,—
512	Sub. Lomé	Impôt général	71.500,—	71.500,—
513	C.M. Anécho	Impôt général	73.000,—	73.000,—
514	Cerc. Anécho	Impôt général	61.000,—	61.000,—
515	C.M. Palimé	Impôt cédulaire B.I.C.	4.000	
		Impôt général	10.000	14.000,—
516	—	Impôt général	11.000,—	25.000,—
517	C.M. Atakpamé	Impôt général	12.000,—	12.000,—
518	Sub. Atakpamé	Impôt général	17.000,—	17.000,—
519	Subd. Akposso Plateau	Impôt cédulaire B.N.C.	10.000	
		Impôt général	7.000	17.000,—
520	—	Impôt général	2.000,—	19.000,—
521	C.M. Sokodé	Impôt général	8.000,—	8.000,—
522	Cerc. Sokodé	Impôt général	10.000,—	10.000,—
523	C. M. Bassari	Impôt général	6.000,—	6.000,—
524	Cerc. Bassari	Impôt général	25.000,—	25.000,—
525	Cerc. Lama-Kara	Impôt général	15.000,—	15.000,—
526	Sub. Niamtougou	Impôt général	4.000,—	4.000,—
527	Cerc. Dapango	Impôt général	4.000,—	4.000,—
528	C.M. Lomé	Patentes	197.631	
		Licences	2.250	199.881,—
529	—	Taxe sur les armes perfectionnées	40.500,—	240.381,—
530	Sub. Lomé	Patentes	14.604,—	
531	—	Licences	3.000,—	
532	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	4.050,—	
533	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	450,—	22.104,—
534	C.M. Tsévié	Patentes	21.700,—	
535	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	
536	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	1.150,—	24.350,—
537	Cerc. Tsévié	Patentes	46.417,—	
538	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
539	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	24.150,—	73.567,—
540	C.M. Anécho	Patentes	8.200,—	
541	—	Licences	1.250,—	
542	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	150,—	9.600,—
543	Cerc. Anécho	Patentes	32.220,—	
544	—	Licences	1.750,—	
545	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
546	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	21.000,—	57.970,—
547	Subd. Tahligbo	Patentes	21.680,—	
548	—	Licences	3.000,—	24.680,—
à reporter				13.632.855,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	13.632.855,—	
549	C. M. Palimé	Patentes	185.988,—	
550	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	
551	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.000,—	
552	Cerc. Klouto	Patentes	337.867,—	189.488,—
553	—	Licences	34.250,—	
554	—	Taxe sur les armes perfectionnées	11.500,—	
555	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	13.800,—	
556	Sub. Nuatja	Patentes	89.703,—	407.417,—
557	—	Licences	8.250,—	
558	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	
559	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	3.750,—	
560	C. M. Atakpamé	Patentes	22.366,—	103.203,—
561	—	Licences	16.250,—	
562	—	Taxe sur les armes perfectionnées	2.500,—	
563	Sub. Atakpamé	Patentes	50.926,—	41.116,—
564	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.000,—	
565	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	3.900,—	
566	Sub. Apkossou Plateau	Patentes	24.820,—	55.826,—
567	—	Taxe sur les armes perfectionnées	5.500,—	
568	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	7.850,—	
569	C. M. Sokodé	Patentes	52.050,—	38.170,—
570	Cerc. Sokodé	Patentes	4.025,—	52.050,—
571	—	Licences	500,—	
572	—	Taxe sur les armes perfectionnées	10.000,—	14.525,—
573	C. M. Bassari	Taxe sur les armes non perfectionnées	300,—	300,—
574	Cerc. Bassari	Patentes	36.300,—	36.300,—
575	C. Lama-Kara	Patentes	60.750,—	60.750,—
576	Sub. Niamtougou	Patentes	9.450,—	
577	—	Taxe sur les armes perfectionnées	30.000,—	39.450,—
578	Subd. Kandé	Patentes	19.780,—	
579	—	Licences	3.250,—	
580	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	24.530,—
581	Cerc. Mango	Patentes	13.100,—	
582	—	Licences	5.000,—	
583	—	Taxe sur les armes perfectionnées	8.150,—	26.250,—
584	Cerc. Dapango	Patentes	30.600,—	
585	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
586	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	13.300,—	
587	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	1.350,—	48.250,—
<i>Budget de Circonscription</i>				
509	C. M. Lomé	Taxe de circonscription	61.750,—	
510	—	Taxe de circonscription	1.950,—	
511	—	Taxe de circonscription	400,—	64.100,—
<i>Budget Communal</i>				
509	C. M. Lomé	Centimes additionnels sur T.C.	12.350,—	
510	—	Centimes additionnels sur T.C.	390,—	
511	—	Centimes additionnels sur T.C.	80,—	
528	—	Centimes additionnels sur patentes 40.425		
		Centimes additionnels sur licences 450	40.875,—	53.695,—
à reporter				14.888.275,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report		14.888.275,—
534	C. M. Tsévié	Centimes additionnels sur patentes	2.170,—	2.170,—
540	C. M. Anécho	Centimes additionnels sur patentes	820,—	
541	—	Centimes additionnels sur licences	125,—	945,—
549	C. M. Palimé	Centimes additionnels sur patentes	37.197,—	37.197,—
560	C. M. Atakpamé	Centimes additionnels sur patentes	4.473,—	
561	—	Centimes additionnels sur licences	3.250,—	7.723,—
569	C. M. Sokodé	Centimes additionnels sur patentes	5.205,—	5.205,—
				14.941.515,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Quatorze millions neuf cent quarante et un mille cinq cent quinze francs est fixée au 28 février 1957.

N° 21/MF/CD du :

28 février 1957. — Est approuvé et rendu exécutoire un rôle Exercice 1957 ci-après :

N° du rôle	Agence	Nature de la Contribution	Montant du rôle	Total
		<i>Budget Local</i>		
1	Lomé-Trésor	Impôt cédulaire B.I.C.	15.618.543	15.618.543

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de : Quinze millions six cent dix huit mille cinq cent quarante trois francs est fixée au 28 février 1957.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DES MINES, DES DOMAINES ET DES TRANSMISSIONS

ARRETE N° 26-MTP/PTT du 24 janvier 1957 fixant les mesures de détail relatives à l'application dans la République Autonome du Togo des dispositions du décret n° 52-927 du 28 juillet 1952 portant réglementation du Service des Comptes courants et chèques postaux dans les Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 52-927 du 28 juillet 1952 portant réglementation du service des comptes courants et chèques postaux dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo par arrêté n° 619/Cab. du 6 août 1952;

Vu l'arrêté n° 3-56 du 27 mars 1956 de M. le ministre de la France d'outre-mer fixant la date de mise en application au Togo du décret n° 52-927 du 28 juillet 1952 susvisé;

Vu le décret n° 57-2 reportant à une date ultérieure la mise en application au Togo du décret n° 52-927 du 28 juillet 1952 relatif à la réglementation des comptes courants et chèques postaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La tenue des comptes courants est assurée sur l'ensemble du Territoire de la République Autonome du Togo par le Centre des Chèques Postaux à Lomé.

ART. 2. — Dans le délai de trois mois à partir de la notification de l'acceptation de sa demande, tout nouveau titulaire doit assurer à son compte une provision au moins égale à Cinq cents francs.

ART. 3. — Seuls les bureaux de poste de plein exercice émettent de mandats de versement aux comptes courants postaux et effectuent les paiements préalablement autorisés par le centre de chèques postaux de Lomé détenteur des comptes courants.

ART. 4. — Les chèques dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres valent, en cas de différence, pour la somme en toutes lettres, toutefois les chèques multiples sont acceptés pour la somme en chiffres lorsque celle-ci est conforme au total dûment vérifié du bordereau correspondant.

ART. 5. — Tout chèque au porteur peut être avant paiement transformé en chèque d'assignation par l'inscription sur le titre du nom et de l'adresse du bénéficiaire.

ART. 6. — Le délai de validité du chèque est fixé à un mois lorsque le lieu d'émission est situé au Togo et en Afrique Occidentale Française. Pour tout chèque émis dans un autre pays, le délai de validité est porté à deux mois. Ce délai est compté de quantième en quantième, il court la date d'émission inclusive jusqu'à et y compris la date à laquelle le chèque parvient au Centre de Chèques.

Lorsque le chèque postal est émis dans un pays où est en usage un calendrier autre que le calendrier grégorien, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier grégorien.

ART. 7. — Le délai de validité des mandats de versement à un compte courant postal et celui des mandats émis par les centres de chèques postaux en représentation des chèques tirés par les titulaires de comptes sont ceux des mandats d'articles d'argent dans les relations considérées.

ART. 8. — Le Chef du Service des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Lomé, le 24 janvier 1957.

F. MAMA.

Par arrêtés du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions :

N° 28/A/MTP/TP, du :

26 janvier 1957. — La S.G.G.G. est autorisée à installer à Sokodé une cuve à essence de 10.000 litres conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 14 novembre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 29/A/MTP/TP, du :

26 janvier 1957. — La C.F.D.P.A. est autorisée à installer à Atakpamé 2 cuves à hydrocarbures (essence et gas-oil) de 10.000 litres chacune, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 29 octobre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 30/A/MTP/TP, du :

26 janvier 1957. — La Cie Gastonègre est autorisée à installer à Lomé (rue du Commerce) 2 cuves à hydrocarbures (essence et gas-oil) d'une capacité respective de 10.000 litres et 7.500 litres, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 15 octobre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 31/A/MTP/TP, du :

26 janvier 1957. — La B.P. (West Africa) Ltd est autorisée à installer à Lomé (quartier Zongo) 3 cuves à hydrocarbures (essence, gas-oil, pétrole) de 10.000 litres chacune, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 15 septembre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement défini ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 33/A/MTP/TP, du :

31 janvier 1957. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 11 février 1957 au 11 mars 1957, au sujet de l'installation d'un abattoir à Atakpamé par le Service de l'Élevage. Cet établissement fait partie de la 1^{re} classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle d'Atakpamé pendant un mois, à partir du 11 février 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables, aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette

enquête dont M. l'Administrateur-Maire d'Atakpamé a la charge, sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur-Maire d'Atakpamé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle d'Atakpamé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 34/A/MTP/TP du :

31 janvier 1957. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 11 février 1957 au 25 février 1957, au sujet de l'installation de deux cuves à gaz-oil à Lomé par l'Unelco. Cet établissement fait partie de la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de M. l'Administrateur-Maire, Commandant le Cercle de Lomé pendant 15 jours à partir du 11 février 1957, pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables, aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont l'Administrateur-Maire de Lomé a la charge, sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

L'Administrateur-Maire de Lomé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur-Maire de Lomé dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

Affectations

Par arrêtés et décisions du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions :

N° 27/D/MTP/TP du :

26 janvier 1957. — M. Koussandja Bino, ouvrier hors classe du cadre local secondaire des Travaux Publics en service à Bassari, est mis à la disposition du Commandant de Cercle d'Anécho.

N° 32/D/MTP/TP du :

31 janvier 1957. — M. da Sylveira Emmanuel, écrivain de 1^{re} classe du cadre local secondaire des Chemins de Fer du Togo, en service à la Subdivision des Travaux Publics du Sud, est affecté à la Direction des Travaux Publics pour compter du 3 janvier 1957.

N° 37/D/MTP/TP du :

6 février 1957. — M. Delavacquery André, Agent contractuel des Travaux Publics, mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics par décision n° 113/D/PM/FP du 5 février 1957, est mis à la disposition du Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Nord à Sokodé.

N° 39/MTP/Cab. du :

8 février 1957. — M. Cognot André, Chef de Dépôt de 3^e classe Echelle 15 échelon 9 du Cadre Général du Chemin de Fer de la F.O.M., mis à la disposition du Ministère des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions par décision n° 113/D/PM/FP du 5 février 1957 de M. le Premier Ministre, est affecté au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf.

Licenciement

N° 38/D/MTP/TP du :

6 février 1957. — Le manoeuvre permanent Massognadé Zobinou, en service à la Subdivision des Travaux Publics du Sud, est licencié de son emploi pour compter du 25 janvier 1954 pour absences irrégulières.

M. Massognadé qui compte plus de 6 ans et moins de 20 ans de service (engagé le 20 janvier 1948) et n'ayant bénéficié d'aucun congé réglementaire, aura droit au bénéfice des indemnités suivantes :

a) 1 mois de salaire à titre de préavis soit : 2.700

b) Indemnité de licenciement s.p. de 6 ans

soit :

$$\frac{2.400 \times 20 \times 6}{100} = \dots\dots\dots 2.880$$

c) Indemnité compensatrice de congé égale

à 36 jours de salaire soit :

$$\frac{2.700 \times 36 + 6\%}{30} = \dots\dots\dots 3.434$$

M. Massognadé, embauché le 20 janvier 1955, est licencié de nouveau le 3 juin 1955, pour inexécution d'ordres et mauvaise manière de servir.

Il aura droit en outre au bénéfice de l'indemnité compensatrice de congé égal à 4 jours de salaire

soit :

$$\frac{3.250 \times 4}{30} = \dots\dots\dots 433$$

Démission

N° 25/MTP/CFT du :

24 janvier 1957. — Est acceptée pour compter du 5 janvier 1957, la démission de son emploi offerte par le Commis permanent Adjano A. Christophe, Mle 11.415 Echelle C échelon 2 en service au Réseau des C.F.T. et du Wharf du Togo (Compabilité-Matières).

M. Adjanoh Christophe qui compte moins de (10) dix ans d'ancienneté de service (date d'embauche le 22 novembre 1954), ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

En outre, M. Adjanoh qui n'a jamais bénéficié d'aucun congé depuis son embauche, et qui par contre, a obtenu 2 jours de permission d'absence exceptionnelle le 4 juin 1956, aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 26 jours de salaire.

Attribution de titres fonciers

N° 22/MTP/Dom. du :

24 janvier 1957. — Le Titre Foncier n° 2.190 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Derman Ayéva, Agent Sanitaire à Sokodé.

N° 23/MTP/Dom. du :

24 janvier 1957. — Le Titre Foncier n° 437 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Médard Amegan, Ouvrier des T.P. à Sokodé.

N° 24/MTP/Dom. du :

24 janvier 1957. — Le Titre Foncier n° 44 du Cercle de Sokodé est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Agbagui, Commerçant à Sokodé.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nominations

Par arrêtés et décisions du Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique :

N° 16/MTAS/MIP du :

26 février 1957. — M. Amouzou John, Commis de 2^e classe, 4^e échelon, des Services administratifs, financiers et comptables, est nommé Secrétaire de Cabinet du Ministère du Travail et des Affaires Sociales, pour compter du 1^{er} mars 1957.

Mutations

28/MIP du :

20 février 1957. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'Enseignement primaire :

MM. Taméklo Prosper, Monit. Adj. de 2^e échelon précédemment en service à Amoussoukopé (Klouto) est affecté à Bogamé (Tsévié).

Kétoglo Cosme, Inst. Adj. de 5^e cl. précédemment en service à Nanergou (Dapango) est affecté à Nandoula (Bassari).

Dermani Gbéliou, Monit. Journalier précédemment en service à Nandoula (Bassari) est affecté à Nanergou (Dapango).

La présente décision prendra effet pour compter de la date de notification aux intéressés.

Aide scolaire

N° 46/PM/MIP du :

28 février 1957. — L'arrêté n° 40/MIP du 4 décembre 1956 est modifié de la façon suivante :

Au lieu de :

« Cette somme sera payée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer »

Lire :

« Cette somme sera mandatée à M. Afoutou Anastase par les soins de la Direction des Finances du Togo ».

Le reste sans changement.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE N° 7-57/MIC du 27 février 1957, fixant pour le kapok la date de fermeture de la campagne d'achat de la récolte 1956 et la date d'ouverture de la campagne d'achat de la récolte 1957.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu l'arrêté n° 278-56/AE/PLAN/4, fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1956;

La Chambre de Commerce consultée,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1956 est fixée au 31 décembre 1956.

ART. 2. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1957 est fixée au 15 mars 1957.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 février 1957.

P. SCHNEIDER

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Par arrêté du Ministre de la Santé Publique :

N° 2/MSP du :

21 février 1957. — M. Amah Emmanuel, Secrétaire d'Administration de 2^e classe 3^e échelon du Cadre Supérieur de P.A.O.F. en service détaché au Togo, est nommé Directeur de Cabinet du Ministre de la Santé Publique.

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

ARRETE ministériel du 19 décembre 1956 fixant les dates des concours « B » et « C » d'admission à l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer.

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,

Vu le décret du 30 octobre 1950 portant réorganisation de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 14 mai 1956 modifiant et complétant le règlement organique de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1956 fixant les modalités d'entrée à l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer (Concours B et C);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les concours d'admission à l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer dits « Concours B » et « Concours C » prévus par les décrets susvisés sont ouverts en 1957 dans les conditions déterminées par le présent arrêté.

ART. 2. — Les épreuves écrites auront lieu simultanément, compte tenu du décalage des fuseaux horaires, à Paris, Alger, dans les chefs-lieux des Territoires d'Outre-Mer et s'il y a lieu dans les capitales des Etats Associés aux dates et heures indiquées ci-après :

- 1^o — Composition sur un sujet d'ordre général se rapportant aux problèmes de l'expansion française, le 2 mai 1957, de 8 heures à midi;
- 2^o — Composition d'Economie politique sur les problèmes relatifs à l'économie des territoires d'outre-mer, le 3 mai 1957, de 8 heures à onze heures;
- 3^o — Composition écrite sur la Législation d'outre-mer ou le Droit administratif d'outre-mer, le 4 mai 1957, de 8 heures à midi.

ART. 3. — L'examen oral de langue vivante et l'interrogation orale portant sur deux sujets d'actualité auront lieu dans les mêmes centres à partir du 6 mai.

ART. 4. — Les demandes d'inscription à concourir accompagnées des pièces énumérées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 juillet 1956 fixant les modalités des concours « B » et « C » (J.O.R.F. du 20 juillet 1956 page 6696) devront parvenir au Directeur de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer 2, avenue de l'Observatoire, Paris (6^e), au plus tard le 1^{er} mars. Les candidats au concours « B » feront parvenir leurs dossiers par la voie hiérarchique.

ART. 5. — Les candidats préciseront sur leur demande d'inscription la liste de classement sur laquelle ils demandent à être inscrits; cette candidature sera également portée sur chacune des copies sous la forme « Concours B », « Concours C ».

ART. 6. — Le Directeur de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1956

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet

G. SPENALE

ARRETE N° 14-57/C du 20 février 1957 promulguant au Togo le décret n° 57-140 du 5 février 1957

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 57-140 du 5 février 1957 modifiant les taux de l'indemnité forfaitaire de transformation d'uniforme allouée aux administrateurs de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 février 1957.

Pour le Haut-Commissaire de la République en congé;

Le Secrétaire Général,

Chargé de l'expédition des Affaires,

J. RIGAL

DECRET N° 57-140 du 5 février 1957 modifiant les taux de l'indemnité forfaitaire de transformation d'uniforme allouée aux administrateurs de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 49-415 du 15 mars 1949 portant attribution d'indemnités de transformation d'uniforme aux administrateurs des colonies et aux administrateurs des services civils de l'Indochine;

Vu le décret n° 51-460 du 23 avril 1951 portant fixation du statut particulier des administrateurs de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-1192 du 11 octobre 1951 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'uniforme allouée aux gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer et au personnel des administrateurs de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-945 du 17 septembre 1956 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'uniforme allouée aux gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer et au personnel des administrateurs de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'indemnité forfaitaire de transformation d'uniforme prévus par le décret du 15 mars 1949, modifié par le décret n° 51-1192 du 11 octobre 1951, en faveur des administrateurs de la France d'outre-mer, sont portés respectivement à :

17.000 F pour les administrateurs adjoints promus administrateurs;

21.000 F pour les administrateurs promus administrateurs en chef.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1956 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 février 1957.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières;

Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILIPPI.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Pierre MÉTAYER.

Tableau et Liste d'Aptitude—Année 1957

Rang	Noms et Prénoms	Régie d'affectation	Note d'aptitude	Observations
------	-----------------	---------------------	-----------------	--------------

SERVICES GENERAUX

Filière : Bureau

Pour le grade de Sous-Chef de Bureau (échelle 13)

Au tableau d'Aptitude :

MM.

6	Beaufils René	Togo	15	
---	---------------	------	----	--

Disponibilité

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du 4 février 1957 :

Les dispositions de l'arrêté du 3 janvier 1957, plaçant Mme Johnson Marie-Frieda née Kuéviakoé dans la position de disponibilité sans solde pour une période de un an sont abrogées.

Mme. Johnson Marie-Frieda, née Kuéviakoé, sage-femme africaine principale de 3^e classe, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité sans solde pour une période de un an valable du 1^{er} février 1957 au 31 décembre 1958 inclus.

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU TOGO**

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

ARRETE N° 16/F du 28 février 1957 portant annulation des crédits provisoires pour le compte du Budget Etat — Exercice 1957

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents (article 6);

Vu la loi n° 48-82 du 7 janvier 1948 — art. 3;

Vu l'arrêté n° 2/F, du 9 janvier 1957 portant ouverture des crédits provisoires pour le compte du budget Etat — Exercice 1957;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulées les dispositions de l'arrêté n° 2/F du 9 janvier 1957 ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget du Ministère de la France d'Outre-Mer — Exercice 1957.

Chap. 31-41 — Art. 1 — Personnel d'autorité — Traitement 250.000 FM

Chap. 31-42 — Art. 4 — Personnel d'autorité — Indtés et allocations diverses 10.000 FM

Chap. 31-91 — Art. 1 — Personnel d'autorité — Indtés résidentielles. 50.000 FM

Chap. 31-91 — Art. 4 — Personnel d'autorité — Indtés pour difficultés except. d'existence 500 FM

Chap. 33-91 — Art. 2 — Personnel d'autorité — Supplément familial de traitement 1.500 FM

à reporter 312.000 FM

Report	312.000 FM
Chap. 34-41 — Art. 4 — Personnel d'autorité — Remboursement des frais	3.000 FM
Total	315.000 FM

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 février 1957

Pour le Haut-Commissaire de la République en congé
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des Affaires,
J. RIGAL.

ARRETE N° 17/F du 28 février 1957 portant annulation des crédits provisoires pour le compte du Budget Etat — Exercice 1957

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents (article 6);

Vu la loi n° 48-82 du 7 janvier 1948 — art. 3;

Vu l'arrêté n° 6/F. du 16 janvier 1957 portant ouverture des crédits provisoires pour le compte du budget Etat — Exercice 1957;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulées les dispositions de l'arrêté n° 6/F du 16 janvier 1957 ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget du Ministère de la France d'Outre-Mer — Exercice 1957.

Chap. 31-41 Art. 1 — Personnel d'autorité (Traitement)	5.000.000
Chap. 31-42 Art. U — Personnel Indtés et alloc. diverses	600.000
Chap. 31-51 Art. 1 — Magistrats de droit civil et de droit pénal (Traitements)	2.000.000
Chap. 31-91 Art. 2 — Indtés spéciales des personnels appelés à servir O.M.	2.000.000
Chap. 31-91 Art. 4 — Indtés pour difficultés exceptionnelles d'existence	250.000
Chap. 33-91 Art. I — Prestations familiales	450.000
Chap. 33-91 Art. — Suppléments familiaux	250.000
Chap. 34-41 Art. U — Personnel d'Autorité (Rembst. de frais)	10.000
Chap. 34-51 Art. U — Magistrats de droit civil et de droit pénal (rembst. de frais)	10.000
Total F.M.	10.570.000

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 février 1957.

P. le Haut-Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des Affaires,
J. RIGAL.

ARRETE N° 18/AC/CL du 2 mars 1957 acceptant une subvention et rendant provisoirement exécutoire le budget du Comité Local des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'Administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 susvisée;

Vu le décret n° 52-68 du 15 janvier 1952 instituant un Comité local des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, établissement public d'Etat dans le Territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 122-53/AC. du 27 février 1953 déterminant les formes du budget et des comptes du Comité local des AC et VG;

Vu la décision n° 152/D/PM/MF. du 19 février 1957 accordant une subvention au Comité local des AC et VG du Togo (50.000 —);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est acceptée la subvention de 50.000. — allouée par le budget du Territoire au Comité Local des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre du Togo.

ART. 2. — Est rendu provisoirement exécutoire le budget provisoire 1957 du Comité Local des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre du Togo arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Cinquante mille francs répartis ainsi qu'il suit :

RECETTES

Recettes ordinaires

Chap. 6. — Subvention du Budget du Territoire	50.000
---	--------

DÉPENSES

TITRE PREMIER

Dépenses ordinaires

Chap. 7 — Art. I — Traitements, salaires et indemnités du personnel du Comité Local des AC & VG	50.000
---	--------

ART. 3. — Le président du Comité Local et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera

enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1957

P. le Haut-Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des Affaires,
J. RIGAL,

Nominations

Par arrêtés et décisions du Haut-Commissaire de la République Française au Togo :

N° 15-57/Cab. du :

21 février 1957. — M. Pagani Philippe, Contrôleur principal des Douanes, est nommé commissaire du Gouvernement près le Conseil du Contentieux Administratif du Togo, en remplacement de M. Galy Paul, Administrateur de la France d'Outre-Mer qui a reçu une autre affectation.

N° 48/D/CP du :

22 février 1957. — M. Pierret Alain, Administrateur adjoint 3^e échelon de la France d'Outre-Mer, Chef de Subdivision de Lomé est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Commandant de Cercle par intérim et Administrateur-Maire p.i. de la Commune-Mixte de Tsévié, en remplacement de M. Hervé Marcel, Administrateur 3^e échelon de la France d'Outre-Mer, appelé à d'autres fonctions.

M. Pierret est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du Budget de la Circonscription de Tsévié.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} mars 1957.

N° 49/D/CP du :

23 février 1957. — M. Giry Jean, Administrateur adjoint, 3^e échelon de la France d'Outre-Mer, de retour de congé et arrivé à Lomé, par Avion le 21 février 1957, est nommé adjoint au Commandant du Cercle d'Atakpamé et Chef de la Subdivision Administrative du même nom, en remplacement de M. Roger, Administrateur adjoint de la FOM, parti en congé administratif.

M. Giry est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du Budget de la Circonscription d'Atakpamé.

M. Giry est nommé cumulativement avec ses fonctions, Chef par intérim de la Subdivision Administrative de Nuatja, en remplacement de M. Darras Daniel, Chef de Bureau d'Administration Générale d'Outre-Mer, parti en congé administratif.

M. Giry est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du Budget de la Circonscription de Nuatja.

Affectations

N° 42/C. du :

19 février 1957. — Le personnel des cadres, les contractuels, les agents engagés sur décision et les agents journaliers permanents énumérés ci-après, em-

ployés dans des Services d'Etat, seront, pour compter du 1^{er} janvier 1957, rétribués par le budget de l'Etat (Chapitre 41-95).

1. — SERVICE DU HAUT COMMISSARIAT

Garage (Haut Commissariat et Cabinet — Personnel des Cadres).

Camara Monio, Ouvrier hors classe des C.F.A.O.F.

Otto Reinhard, Ouvrier adjoint hors classe des T.P.

Gnofam Gabriel, Ouvrier adjoint de 1^{re} classe.

Hôtel du Haut Commissariat — Agents Permanents

Dja Mango, Cuisinier-chef après 20 ans

Bakale Bernard, Aide cuisinier-chef après 1 an

Zato Ateha, Maître d'hôtel après 18 ans

• Mabia Joseph, Domestique après 8 ans

Mama Douty, Domestique après 5 ans

• Wourouwoury Aboudoulaye, Domestique après 4 ans

Akakpo Apéléte, Chef blanchisseur après 20 ans

• Kalipé Kakpo Hanvi, Aide blanchisseur après 5 ans

• Kuéviakoé Berthe, Lingère-couturière après 5 ans.

Parcs et Jardins — Agents Permanents.

Napo Aronko, Chef jardinier après 23 ans

• Ayené Koffi, Aide-jardinier après 20 ans

Kpedenou Ayaovi, Manœuvre après 14 ans

Ekué Pascal, Manœuvre après 12 ans.

Garage (Haut Commissariat et Cabinet — Agents Permanents)

Kalipé Pierre, Chauffeur 4^e catégorie A

• Tété Pascal, Chauffeur 4^e catégorie A

2. — SECRETARIAT GENERAL

Hôtel du Secrétaire Général — Personnel des cadres

Balema Ernest, Ouvrier de 5^e classe des T.P.

Hôtel du Secrétaire Général — Personnel journalier

Joseph Sodjinou, concierge permanent (2^e cat. éch. D)

Martin Kolani, homme de peine (1^{re} cat. éch. A)

Maham Ali, homme de peine (1^{re} cat. éch. A)

Raphaël Adjalé, homme de peine (2^e classe)

Aladagbé Oké, Jardinier (1^{re} cat. éch. A)

Bureau — Personnel journalier.

Bossa Maxime, Commis permanent (6^e cat. éch. C)

Adjetey Michel, Dactylo permanent (3^e cat. éch. D)

Jacob Kouévi, Planton permanent (2^e cat. H.E.)

3. — CABINET CIVIL

Direction — P.M.

Section Politique — Personnel des cadres.

Galy Paul, Administrateur 2^e échelon de la FOM.

• Amoussou Bertrand, Commis des S.A.F.C. du Togo

Section Politique — Personnel journalier.

Afokpa Joffre, Commis permanent (5^e cat. éch. A)

Section Administrative — Personnel des cadres.

Dégboé Alphonse, Commis de cl. except. des SAFC. du Togo

Aghey Jean, Commis d'Adm. ppal. de 1^{re} classe
Azakpo Emmanuel, Commis d'Adm. adjoint de 3^e classe

Hughéké Léopold, Commis d'Am. adjoint de 5^e classe

Dorcis Akpaglo Gaston, Cis d'Adm. adjoint de 4^e classe

Section Administrative — Personnel journalier — (Néant).

Section d'aide Economique et Financière — P.M.

Section Information — Personnel journalier.

Wauthier Claude

Tométy Koffi, Chauffeur permanent (4^e cat. éch. A)

Sections Chiffres et secrétariat — Personnel des cadres.

Garcia René, Chiffreur principal de 1^{re} classe

Atayi Jonathan, Commis de C.E. des S.A.F.C. du Togo

Amouzou Adolphe, Commis d'Adm. principal de 1^{re} classe

d'Almeida Paul, Commis d'Adm. adjoint de 2^e cl.
Sossou Tchabo, Adjudant-chef de police.

Sections chiffres et Secrétariat — Personnel journalier

Mmes Dumas née Marmande M. Madeleine, Sténo-Dactylo au salaire mensuel

Fourgoux Yolande, Sténo-Dactylo au salaire mensuel

Atayi Scholastique, Dactylo permanente 4^e cat. éch. A

Gnofam Emmanuel, Dactylo permanent 4^e cat. éch. A

4. — CABINET MILITAIRE

(Personnel des cadres)

Fourgoux Guy, Adjudant chef I.C.

Amégnizin Faustin, Commis d'Adm. ppal. de 1^{re} classe.

(Personnel journalier)

Semanou Alphonse, Agent permanent (2^e catégorie échelle B).

5. — SERVICE DE SURETÉ ET SÉCURITÉ GÉNÉRALE

(Personnel des cadres)

Monclar, Chef de bureau hors classe A.G.O.M.

Lenoir Fabien, Inspecteur. 3^e cl. 2^e échel. du C.S. du Togo

Capo-Chichi Maximilien, Cis ppal de 3^e éch. des SAFC du Togo

Alidou Boni Allasani, Assistant de Police adjoint de 4^e classe

Attigbé Louis, Assistant de Police adjt. de 5^e classe

Amato François, Agent de Police 2^e échelon

Tossou Sègbo Joseph, Agent de Police 2^e échelon

Mitokpé Toussaint, Agent de Police 1^{er} échelon

Boukari Mamadou, Agent de Police 1^{er} échelon

Tchédré Soulé Théophile, Assistant de Police stagiaire

(Personel journalier)

Dégboé Gaspard, Commis permanent 5^e cat. Ech. A
Kombaté Laré, Agent de Police perman. 2^e cat. éch. A

Krima Lamidi, Agent de Police perman. 2^e cat. éch. A

Karsoua Kontré, Agent de Police perman. 2^e cat. éch. A

Yassihirou Bio, Agent de Police perman. 2^e cat. éch. A

Gbafa Raphaël, Agent de Police perman. 2^e cat. éch. A

Sénaya Gabriel, Crieur Public 1^{re} cat. Ech. A

6. — SERVICE DU CONTRÔLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

(Personnel des cadres)

Pagani, Contrôleur principal, Chef Service

(Personel journalier)

— Néant —

7. — SERVICE DE COORDINATION

Inspection des Affaires Administratives — Personnel des Cadres

Mermet Jean, Administrateur en Chef

Limoan Lazare, Commis de 2^e classe 3^e échelon

Agbagla Alexandre, Ouvrier adjoint H.C. des T.P.

Inspection des Affaires Administratives — Personnel journalier

Victorin Zinsou, Planton permanent 1^{re} cat. Ech. A

Circonscriptions Administratives — Personnel des cadres

Rosier Sully Georges, Chef de Bureau de 1^{re} cl. AGOM.

Rebaud Jean, Chef de Bureau de 1^{re} classe AGOM.

Terrae Jean, Chef de Bureau de classe exceptionnelle AGOM.

Cadier Robert, Chef de bureau de 1^{re} cl. AGOM.

Darras Daniel, Chef de bureau, de 1^{re} cl. AGOM.

Gerbier Robert, Chef de bureau de 1^{re} cl. AGOM.

Delpéch Pierre, Rédacteur de 1^{re} cl. avant 3 ans

Pellefigue Pierre, Rédacteur de 2^e classe

Pêcheux André, Rédacteur de 3^e classe

Circonscriptions Administratives — Personnel journalier

— Néant —

8. — INSPECTION DU TRAVAIL

(Personnel des cadres)

Sauvaire Raoul, Inspecteur du Travail 3^e échelon

Tsogbé Sébastien, Ouvrier des T.P. (Chauffeur)

Bossou Joseph, Planton ppal de classe exceptionnelle

(Personnel journalier)

Hôtel de l'Inspecteur du Travail

Toure Hamadrine Ahmouli, cuisinier 2^e cat.

Laré Daniel, Domestique 2^e cat.

Personnel du Bureau

Gbéassor Jean, Commis permanent 5^e cat. Ech. B
 Attivor Pierre, Dactylographe permanent 5^e cat.
 Ech. A

9. — SERVICE JUDICIAIRE

Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé — Personnel des Cadres

Filipecki René, Greffier en Chef de 2^e classe
 Dintimille André, Greffier de 1^{re} classe 2^e éch.
 de PAOF.
 Hukportie Kokou Louis, Commis ppal de classe
 Exq. des SAFC du Togo
 Deckon Cosme, Assistant de Police principal de
 1^{re} classe
 Kitissou Mathias, Commis d'Administration ppal.
 de 1^{re} classe
 Sant'Anna Faustin, Commis d'Administration princip.
 de 1^{re} classe
 Ahoomey Herman, Commis d'Adm. adjt hors cl.
 Sossah Paul, Commis d'Adm. adjoint 2^e classe
 Barboza William, Commis d'Adm. adjt 3^e classe
 Djondo Michel, Commis d'Adm. adjt 3^e classe
 Abbey Barthélémy, Commis d'Adm. adjt 5^e classe
 Azanlédzi Pierre, Ecrivain de 1^{re} cl. des CFT.

Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé — Personnel journalier

Gagnon Emile, Commis perman. 6^e cat. Ech. C
 Djagba Laurent, Commis perman. 6^e cat. Ech. B
 Meba Laurent, Commis perman. 5^e cat. Ech. C
 Lawson Hellu Emmanuel, Commis perman. 5^e cat.
 Ech. D

Kpatcha Laurent, Chauffeur perman. 4^e cat. Ech. D
 Djondo Maurice, Commis permanent 4^e cat. éch. B
 Paraizo Honoré, Chauffeur permanent 3^e catégorie
 éch. D)

Senyawor Christophe, Commis permanent 2^e caté-
 gorie éch. B)

Dathévy Alfred, Dactylo permanent (3^e catégorie
 éch. B)

Bawa Bouraima Michel, Commis permanent (3^e
 catégorie éch. A)

Aghavon David, Dactylo permanent (2^e catégorie
 éch. C)

Assogha Pierre, Planton permanent (1^{re} catégorie
 éch. A).

Justice de Paix à C.E. d'Anécho — Personnel des cadres.

Lefort Robert, Greffier de 2^e classe 4^e éch. du
 cadre supérieur AOF.

Hontoghé Gabriel, Commis d'Adm. adjoint de 5^e
 classe

Afadomon Sognovi, Commis d'Adm. adjoint de
 5^e classe

Dovi Max, Commis d'Adm. adjoint de 6^e classe.

Justice de Paix à C.E. d'Atakpamé — Personnel des cadres.

Sonokpon Antoine, Commis d'Adm. adjoint de 5^e

Justice de Paix à C.E. de Sokodé — Personnel des cadres

Babinasso Blakimé Emmanuel, Commis d'Adm. adjt.
 de 4^e classe

Nahm Pierre, Commis contractuel.

Justice de Paix à C.E. d'Anécho, Atakpamé et Sokodé (Personnel journalier)

Ayivor Nelson Joseph, Commis permanent (6^e cat!
 éch. C)

Campbell Alfred, Commis permanent (4^e catégorie
 éch. C)

d'Almeida Pierre, Chauffeur permanent (1^{re} cat!
 éch. C)

Atayi Alex, Dactylographe permanent 1^{re} catégorie
 éch. A)

Azango Janvier, Commis permanent (4^e catégorie
 éch. A)

Alidjinou Christophe, Dactylo permanent (3^e cat.
 éch. B)

Amoudji Christine, Dactylo permanente (2^e cat.
 éch. C)

Akoda Kougbadjo, Chauffeur permanent (2^e cat.
 éch. C)

Agboton Léon, Planton permanent (2^e cat. éch. B)

Ayayi Théophile, Commis Dactylo permanent (2^e
 cat. éch. A)

Adam Idrissou Agoroh, Dactylo permanent (4^e cat.
 éch. A)

Mindanou Atayi, Planton permanent (2^e catégorie
 éch. C)

Seibou Adam, Dactylo permanent (2^e cat. Ech. B)

Adam Salifou, Chauffeur permanent (1^{re} cat.
 éch. A)

Wagbé Justine, Dactylo permanente (1^{re} catégorie
 éch. A)

Apetogbo Christian, Dactylo permanent (2^e cat.
 éch. A).

Tribunal du Travail — Personnel des cadres.

Gonçalvès Henri, Commis Expéditionnaire adjt. de
 4^e classe.

Tribunal du Travail — Personnel journalier.

Gottot Lucien, Dactylo permanent (3^e cat. éch. B)!

Tribunal Administratif — Personnel des cadres.

Vallier Paul, Rédacteur de 1^{re} classe A.G.O.M.

Abaglo Cosme, Commis des S.A.F.C. du Togo

Tribunal Administratif — Personnel journalier.

(Néant)

10. — SERVICE DU TRESOR

(Personnel des cadres.)

Dairic, Administrateur civil de cl. Except. (Trésor-
 rier-Payeur

Rue Pierre, Inspecteur principal de 2^e classe 1^{er}
 échelon

Godin Jean, Payeur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon

Tetelin Marcel, Payeur de 2^e classe 4^e échelon

Palazo Alexis, Payeur de 2^e classe, 2^e échelon

Julien Henri, Payeur de 2^e classe 2^e échelon
Coeffier Charles, Contr. 7^e échel. des Trésoreries
de la FOM.

Dossèvi Pierre, Secrétaire d'Administration
Gnassounou Pierre, Commis de Cl. Except. des
SAFC. du Togo

Viera François, Commis de Cl. Except. des SAFC.
du Togo

Johnson André, Commis de Cl. Except. des SAFC.
du Togo

Bannerman Pierre, Commis de Cl. Except. des
SAFC. du Togo

Gnassounou Richard, Commis de Cl. Except. des
SAFC. du Togo

Bruce Jérémie, Commis de 2^e classe 4^e échelon
Akuesson Emmanuel, Commis de 2^e classe 4^e éche-
lon

Kwadjovi Cadmus, Commis d'Adm. ppl. de 1^{re}
classe

Folly Ambroise, Commis d'Adm. ppl. de 1^{re} classe
Folly Joseph, Commis d'Adm. ppl. de 1^{re} classe
Gbedey Théophile, Commis d'Adm. ppl. de 1^{re}
classe

Ajavon Frédéric, Commis d'Adm. ppl. de 3^e classe
Ghikpi Benoît, Commis d'Adm. adjt. hors classe
Djahlin N. Pierre, Commis adjoint de 1^{re} classe
Fissam Philippe, Commis adjoint de 4^e classe
Kwadjovi Félix, Commis adjoint de 2^e classe

Homawo Laurent, Commis d'Adm. adjt. de 2^e classe
Kémé Gabriel, Commis d'Adm. adjt. de 4^e classe
Apety Blaise, Commis d'Adm. adjt. de 2^e classe
Da Costa Dominique, Commis d'Adm. adjt. de
4^e classe

Kavégué Emmanuel, Commis d'Adm. adjt. de 3^e
classe

Lawson François, Commis d'Adm. adjt. de 4^e cl.
Hogniglo Benjamin, Cis d'Adm. adjt. de 5^e classe

Service du Trésor — Personnel journalier —

Mme. Tetelin, Secrétaire Dactylo contractuelle
Amagan Sébastien dit Gradassi, Agent de Pours.
(hors catégorie)

Apovo Denis, Agent de Pours. (hors catégorie)
Dokou Daniel, Commis permanent (6^e cat. Ech. A)
Quashie Alphonse, Commis permanent (6^e cat.
Ech. As

Kouzo François, Commis permanent (4^e cat. Ech.
A)

Dossah Eza Valentin, Commis permanent (4^e cat.
Ech. A)

Baéta Benjamin, Commis permanent (4^e cat. Ech.
A)

Lokossou Pierre, Commis permanent (4^e cat. Ech.
A)

Gbadoé Benjamin, Commis permanent (4^e cat. Ech.
A)

Paass Wilhelm, Commis permanent (4^e cat. Ech.
A)

Gadah Albert, Commis permanent (4^e cat. Ech.
A)

Ayiley Ayi, Commis permanent (4^e cat. Ech. A)
A)

Amétépé Coe Harry, Commis permanent (4^e cat.
A)

Sama Oumon, Commis permanent (3^e cat. H.E.)

Agbeyomé Gladys, Dactylo permanent (3^e cat. Ech.
D)

Gnonsou Mathias, Commis permanent (3^e cat. Ech.
D)

Awoukou Pierre, Chauffeur permanent (3^e cat.
Ech. D)

Hlomador Charlotte, Dactylo permanente (3^e cat.
Ech. B)

Abalo Julien, Commis permanent (4^e cat. H.E.)

II. — Service Météo

(Personnel des Cadres)

Deneau Victor, Ingénieur adjoint de 1^{re} classe

Boisson Max, Ingénieur adjoint de 1^{re} classe

Duparc Emile, Ingénieur adjoint de 2^e classe

Dauby André, Ingénieur adjoint de 1^{re} classe

Messan Anani, Assistant météo 2^e classe 2^e échelon

Gnani Roger, Assistant météo 2^e classe 2^e échelon

Adossama Pierre, Assistant météo 2^e cl. 2^e éch.

Bellow Samuel, Assistant météo 2^e classe 2^e échelon

Normand Octave, Assistant météo stagiaire

Awayoh Louis, Assistant météo stagiaire

Ahianlégbédji Gustave, Assistant météo stagiaire

Olowou Faustin, Aide-météo adjoint de 1^{re} classe

Maboudou Bernard, Aide-météo adjoint de 2^e classe

Lawson Antoine, Aide-météo adjoint de 3^e classe

Séghor Céphas, Aide-météo adjoint de 3^e classe

Tomégah Jacob, Aide-météo adjoint de 3^e classe

Wilson Robert, Aide-météo adjoint de 3^e classe

N'Sougan Gabriel, Aide-météo adjoint de 4^e classe

Gaba Clément, Aide-météo adjoint de 4^e classe

Silette Jean, Aide-météo adjoint de 4^e classe

Kowou Polycarpe, Aide-météo adjoint de 4^e classe

D'Almeida Innocent, Aide-météo adjoint de 4^e classe

Mensah Michel, Aide-météo adjoint de 4^e classe

Lawson Marc, Aide-météo adjoint de 5^e classe

Affo Raphaël, Aide-météo adjoint de 5^e classe

Blivi Clément, Aide-météo adjoint de 5^e classe

Boukari Eugène, Aide-météo adjoint de 5^e classe

Yanda Félix, Aide-météo adjoint de 5^e classe

Johnson Cyprien, Aide-météo adjoint de 5^e classe

Pindra Laniwarou, Aide-météo adjt. de 5^e classe

Ajavon Emmanuel, Aide-météo adjoint de 6^e cl.

Dovi Théodore, Aide-météo adjoint de 6^e classe

Mme. Ajavon Nelly, Commis d'Adm. adjoint de 5^e
classe

Service Météo — Personnel journalier —

Gbéassor Georges, Chauffeur permanent (3^e cat.
Ech. D)

Agoudzé Manfred, Planton permanent (2^e cat. H.E.)

Pio Amidah Marcel, Opérateur permanent (3^e cat.
Ech. A)

N° 46/D/CP du :

22 février 1957. — M. Hervé Marcel, Administrateur, 3^e échelon de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Tsévié, chargé de l'expédition des Affaires courantes du Cercle et de la Mairie de Lomé, est mis à la disposition de M. le Premier Ministre de la République Autonome du Togo pour compter du 1^{er} mars 1957.

N° 50/D/PE du :

25 février 1957. — M. Ancian Gilbert, Administrateur 2^e échelon de la France d'outre-mer, nouvellement désigné pour servir au Togo et arrivé à Lomé, le 20 février 1957, par le paquebot « FOCH », est affecté au Haut-Commissariat de la République Française au Togo.

N° 51/D/PE du :

26 février 1957. — M. Daurel François, Administrateur en Chef 3^e échelon de la France d'Outre-mer, nouvellement désigné pour servir au Togo et attendu à Lomé par Avion vers le 27 février 1957 est mis à la disposition de M. le Premier Ministre de la République Autonome du Togo.

Engagement

N° 43/D/CP du :

20 février 1957. — M. Gnahoho Rémy est engagé en qualité de commis de 3^e catégorie, Echelle A, au salaire mensuel de 7.560 francs, et affecté à la Justice de Paix à Compétence Etendue d'Anécho.

Le salaire de l'intéressé sera imputé au Budget de l'Etat, chapitre 41-95.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Enquête socio-économique

N° 47/D/CP du :

22 février 1957. — M. Gillot Pierre, Chef du Service de la Statistique Générale du Togo, mis à la disposition du Haut-Commissaire de la République Française au Togo, par décision n° 158-D/PM-FP du 20 février 1957 de M. le Premier Ministre, est chargé de la direction de l'Enquête Socio-Economique en pays Cabrais.

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**Domaine minier**

Par arrêté n° 262/MTP/Mines en date du 20 mars 1957, le Premier renouvellement du permis général de recherches attribué par décret du 23 janvier 1954 est accordé à la Société Minière du Bénin pour une période de deux ans à compter du 1^{er} mars 1957.

DOMAINES**Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 2 mai 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Aflangadjido, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 67 ares 20 cas, connu sous le nom de Aflangadji-Lomé et borné au Nord par Atandji Houmali, au Sud et à l'Est par Afandima Hessou et à l'Ouest par Zogbenou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jean A. Sitti, Instituteur à Lomé, suivant réquisition du 13 septembre 1956, n° 2.934.

Le vendredi 3 mai 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Bassadji (Apéyémé) Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 12 ares 41 cas, connu sous le nom de Bè-Apéyémé et borné au Nord et à l'Est par Toudji Gola, au Sud par Kossi Bofflan et à l'Ouest par l'Elcicio de Souza, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Toudji Gola, Propriétaire-Planleur à Bè-Apéyémé Lomé, représenté par M. Aquéréburu Moses Krauss, Agent d'Affaires à Lomé, 9 Rue de Paris, suivant réquisition du 11 septembre 1956, n° 2.933.

Le mercredi 21 avril 1957, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ares 42 cas, connu sous le nom de Anagokomé et borné à l'Est par la rue Thiers, à l'Ouest par Akakpo, au Sud par Habibe et au Nord par Mme Dáyi Latsou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Brayiman Adjonibadi Domingo, Co-héritier, Chef et mandataire de la famille Adjonibadi Domingo à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.921.

Le mercredi 21 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 are 02 cas, et borné à l'Est par Toko, à l'Ouest par Mabibé, au Nord par le titre n° 71 de Lomé et au Sud par la rue du Dahomey, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Brayiman Domingo Adjonibadi, Co-héritier, Chef et mandataire de la famille Adjonibadi Domingo à Lomé, suivant réquisition du 22 août 1956, n° 2.920.

Le lundi 29 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé

à Lomé-Nyékouakpoé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ares 34 cas, connu sous le nom de Nyékouakpoé et borné au Nord et à l'Ouest par des rues en projet, à l'Est par T.T. 2.689 Hubert Kpakpo et au Sud par Paul Agbenyeu, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Patrice Salako, Commis des P.T.T. à Antoin, suivant réquisition du 13 septembre 1956, n° 2.931.

Le vendredi 26 avril 1957, à 9 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin-Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 53 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par Dadzie et au Sud par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert M. Badjené, Géomètre-Dessinateur à Lomé, mandataire du sieur Agbokou Kokou Constantin, Préposé des Douanes à Lomé, suivant réquisition du 27 août 1956, n° 2.923.

Le vendredi 26 avril 1957, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 ares 75 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par des rues en projet et au Sud par Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert M. Badjené Géomètre-Dessinateur à Lomé, 12, Rue de la Somme, mandataire du sieur Raphaël Dogbé Mensah, propriétaire à Kpadapé, suivant réquisition du 20 septembre 1956, n° 2939.

Le mardi 30 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 14 ares 65 cas, connu sous le nom de Amoutivé-Tokoin et borné au Nord par Sédzro Doké Gavihoé, à l'Est par Akakpo Aziagbédé, au Sud par route circulaire et à l'Ouest par Apédo Midekor Akla, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Diwoto Tossou, Briquetier à Bè-Tokoin, suivant réquisition du 26 septembre 1956, n° 2941.

Le vendredi 26 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 29 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par Dadzie, à l'Est et au Sud par des rues en projet et à l'Ouest par Badjené Robert, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert M. Badjené, Géomètre-Dessinateur à Lomé, 12, Rue de la Somme, mandataire du sieur Adogloh Raphaël, Instituteur à Blitta, suivant réquisition du 26 septembre 1956, n° 2942.

Le jeudi 25 avril 1957, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 10 cas, connu sous le nom de Rue du Grand marché et borné au Nord par Rue grand marché, au Sud par avenue de Mal Foch, à l'Est par Rue de l'Eglise et à l'Ouest par T. 11 Adjahmah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Richard Blagogée, Employé de Commerce à l'U.A.C. à Lomé, Représentant de la famille Blagogée à Lomé, suivant réquisition du 12 octobre 1956, n° 2951.

Le jeudi 25 avril 1957, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11 ares 43 cas, connu sous le nom de Rue de la Gare et borné au Nord par Forson et Tohanu Mensah, au Sud par T. 105 Nelson Tamakloé, à l'Est par Avadji Ségbaya et à l'Ouest par Rue de la gare, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Richard Blagogée, Employé de Commerce U.A.C. à Lomé, Représentant de la famille Blagogée à Lomé, suivant réquisition du 12 octobre 1956, n° 2952.

Le lundi 29 avril 1957, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 1 bis, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un trapèze, d'une contenance de 3 ares 90 cas, connu sous le nom de Plantation-Olympio et borné à l'Est par rue de Nyékouakpoé, au Nord et à l'Ouest par Priscilla de Medeiros et au Sud par prolongement rue Doté Mensah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jérôme Ayité, Commerçant à Atakpamé, suivant réquisition du 13 novembre 1956, n° 2957.

Le Conservateur de la Propriété foncière;
Marc DARNOIS.

Tribunal de Première Instance de Lomé (Togo) *tenant lieu de Tribunal de Commerce*

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Suivant jugement en date du 15 mars 1957 du Tribunal de Première Instance de Lomé tenant lieu de Tribunal de Commerce le Comptoir Franco Africain de Commerce (COFAC) dont le siège est à Lomé Rue Lieutenant Colonel Maroix a été déclaré en état de liquidation judiciaire pour compter du 30 janvier 1957.

M. Pean, Juge au Tribunal de Lomé est nommé Juge Commissaire.

M. Dintimille, Greffier audit Tribunal, est nommé liquidateur provisoire.

Pour Extrait
Le Greffier en Chef,
FILIPECKI

AVIS DE PERTE

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier N° 102 TT. appartenant à la Société Commerciale Industrielle et Agricole (SCIA).

Pour première insertion.

Il est porté à la connaissance du public que la copie du titre foncier n° 54 du Cercle d'Aného est adirée.

Pour première insertion.

Il est porté à la connaissance du public de la perte du titre Foncier n° 293 du Cercle de Lomé.

Pour première insertion.